

CFM, 4 mars 2020

---

## **Dossier de fond du Programme d'encouragement « Nouveau Nous – culture, migration, participation »**

---

### **Le contexte : qui est ce « Nous » dans la société migratoire suisse ?**

La Suisse est une société de migration. Cela signifie que la migration contribue à sa prospérité, son histoire et au dynamisme de son développement culturel depuis des siècles – et qu'elle continue à le faire. Les huguenots ont apporté le savoir-faire horloger, les exilés allemands ont contribué à la construction des universités, les femmes russes juives ont été les premières à étudier en Suisse, les travailleurs immigrés d'Europe du sud ont construit les routes et les chemins de fer et ont fourni la main-d'œuvre des usines. Dans la Suisse moderne, la migration n'est pas une exception mais la normalité. La diversité démographique et culturelle est une réalité immuable en Suisse. Elle implique un potentiel et des opportunités, mais aussi des défis et des conflits auxquels la société entière doit faire face. Les sphères publiques locales, régionales et nationales représentent des espaces d'identification et d'expression collectives dans la société. Elles sont liées aux institutions politiques et à la composition démographique de la population. Une société démocratique nécessite que l'accès aux droits et aux ressources, ainsi que les questions d'images de soi, de narratifs et d'appartenances soient renégociés en permanence auprès de l'ensemble de la population. Qui est la Suisse ? Qui est ce « Nous » ? Et qui en décide ?

Dans une société façonnée par la migration et la mondialisation comme la Suisse, ni l'assimilation à une culture suisse fictive ni un laissez-faire multiculturel n'offrent une perspective réaliste. Néanmoins, les débats politiques et médiatiques sur la migration et la diversité sont régulièrement polarisés. Ils simplifient trop souvent les défis complexes en utilisant des modèles stéréotypés et ethnicisés du « Nous et les Autres », au travers de références au folklore, au racisme, à l'exotisme (et aussi de plus en plus par *Diversity Marketing*). Du point de vue de la politique sociale et d'intégration, cette simplification est problématique à plusieurs titres : statistiquement, près de 40 pourcent de la population suisse est issue de la migration. Chez les 15-34 ans, cette proportion s'élève à plus de 50 pourcent. Des études montrent que leurs voix, leurs expériences et leurs réalités sont souvent sous-représentées dans les médias, la culture et l'espace public. On écrit, rapporte et raconte davantage « sur » les personnes issues de la migration - en les considérant souvent comme un problème - qu'« avec » ou « par » elles. L'exclusion, le manque de reconnaissance et l'absence de modèles peuvent rendre difficile le sentiment d'appartenance et entraver la participation sociale et les efforts d'intégration. À l'inverse, la diversité génère une source d'inquiétude et d'insécurité pour beaucoup de personnes dans la société d'accueil, en particulier dans les régions rurales. Cette situation peut conduire

à l'isolement des concitoyens perçus comme « autres ». À moyen terme, la polarisation stéréotypée du « Nous et les Autres » tend à intensifier les conflits sociaux et politiques.

Le renforcement de la cohésion sociale dans la société suisse de migration requiert un sentiment d'appartenance polyphonique qui permette que le plus de personnes possible se reconnaissent et se sentent appartenir à la société. La Suisse est une nation fédéraliste et multilingue. Au cours de son histoire, elle est parvenue à intégrer les minorités politiques, religieuses et linguistiques et à adapter les identités nationales, les narratifs et les modèles en conséquence. La Commission fédérale des migrations CFM est d'avis que cette tradition démocratique doit être perpétuée dans la société de migration actuelle.

Le Programme « Nouveau Nous » de la CFM vise donc à encourager des projets participatifs qui rendent tangibles les images, les histoires, les appartenances multiples et les espaces dans lesquels une Suisse polyphonique se manifeste quotidiennement. Les projets soutenus proposent des alternatives aux chablonisés stéréotypés du « Nous et les Autres ».

### **L'approche : la participation culturelle dans la société de migration rend une démocratie polyphonique plus tangible**

Le postulat de base du Programme consiste à considérer tous les habitants de la Suisse comme les experts quotidiens d'une société façonnée par la migration, qu'ils en soient eux-mêmes issus ou non. Car dans la vie de tous les jours, dans les cours de récréation, dans les supermarchés, au travail, dans les médias et au sein de la famille, chacun est confronté au potentiel et aux défis de la migration et de la diversité, dans les quartiers animés des villes comme dans les centres commerciaux ruraux ou dans les villages de montagne. Dans la réalité quotidienne, les frontières entre « Nous et les Autres » sont généralement plus complexes et ambivalentes qu'il n'y paraît dans les débats publics polarisants.

Les projets encouragés dans le cadre du Programme « Nouveau Nous » doivent donner l'impulsion à des processus participatifs et culturels au sujet de la migration et de la diversité en Suisse et ainsi développer un nouveau regard sur le vivre ensemble, tant pour les personnes impliquées dans les projets que pour les sphères publiques locales, régionales ou nationales.

Il peut s'agir, par exemple, d'expositions itinérantes participatives, de projets cinématographiques ou musicaux pour les habitants d'un quartier, de festivals d'humour dans les écoles ou d'actions collectives sur les réseaux sociaux. Les projets soutenus doivent avoir un ancrage local et une portée régionale ou nationale. Ils doivent en outre développer des stratégies modèles et innovantes de participation culturelle dans la société de migration pour renforcer une culture publique polyphonique (cf. « Critères généraux »).

Dans ce Programme, la « culture » ne se réfère pas à une culture élitaine sens d'un canon établi ou uniquement à la création culturelle professionnelle. La « culture au sens large » est plutôt comprise comme une négociation commune de significations, de normes et d'identités qui a lieu entre différents acteurs et institutions. Les projets de participation culturelle initient des processus dans lesquels les personnes réfléchissent et élaborent ensemble les images, histoires et visions qui, pour eux, représentent la société. Le Programme « Nouveau Nous » soutient donc des projets qui rendent visibles les réalités et expériences peu connues de la société suisse de migration et à les traiter comme partie intégrante de l'opinion publique.

Cet objectif nécessite des approches qui vont au-delà de la simple rencontre interculturelle. La recherche montre en effet que la rencontre ne conduit pas automatiquement à la réduction des préjugés et à une meilleure acceptation des minorités. Sans une méthodologie appropriée,

l'impact des projets peut rapidement se dissiper ou même renforcer les stéréotypes et le paternalisme. Les approches participatives durables visent plutôt à refléter les relations hiérarchiques entre « Nous et les Autres » et à développer des relations sur un pied d'égalité. Elles permettent aux personnes intéressées de refléter durablement leurs expériences et leurs positions sociales, de les communiquer publiquement et de façonner ainsi activement la société.

Les expertes et experts du quotidien, qu'ils soient professionnels ou amateurs, travaillent ensemble sur la base de méthodes participatives afin de rendre visibles, dans un processus collectif, des réalités peu connues. Une règle empirique suggère que l'expérience des personnes issues de la migration se reflète dans le programme, le personnel et le public des projets et des institutions (règle dite des 3P). Cela signifie que le pouvoir de décision quant aux contenus et processus d'un projet sont négociés en commun et, si possible, répartis. De ce fait, les projets ont souvent un effet plus durable et peuvent initier des processus de changement structurels.

Un potentiel d'innovation et de développement existe dans le domaine de la participation culturelle dans la société suisse de migration. En parallèle à l'encouragement de projets, le Programme « Nouveau Nous » prévoit des mesures d'accompagnement dans les domaines du développement des compétences, du débat public et des échanges institutionnels. Ces mesures doivent permettre d'apporter une contribution durable et efficace à l'interface entre politiques culturelle et d'intégration.

## **Le contexte : une passerelle entre politique d'intégration et politique culturelle**

Face aux défis de la migration et de la mondialisation, les ambitions de la politique culturelle et de la politique d'intégration convergent de plus en plus, bien qu'elles reposent sur des bases légales et des objectifs différents.

L'encouragement de la diversité culturelle et de la cohésion sociale sont des objectifs clairs de la politique culturelle suisse (loi sur l'encouragement de la culture art. 3a). Depuis le message culture 2016-2020, la participation culturelle constitue l'un des trois axes d'actions de la politique culturelle nationale.<sup>1</sup> Cette mission est intensivement mise en œuvre par l'Office fédéral de la culture OFC, la fondation suisse pour la culture Pro Helvetia, les cantons et les communes. Dans l'initiative « société interculturelle », Pro Helvetia se concentre sur l'encouragement direct et indirect de l'ouverture des institutions culturelles et la compensation des désavantages s'agissant de l'encouragement des artistes. L'OFC dispose d'un fonds pour les projets qui encouragent la participation culturelle au sens large (par ex. en ce qui concerne les jeunes et les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées). Le dialogue culturel national a également soutenu le débat technique et la pratique d'encouragement institutionnelle en publiant le manuel « participation culturelle » et un cadre de référence pour les partenaires.

Toutefois, la question de la participation culturelle dans la société de migration revêt également une importance dans la politique d'intégration. L'intégration est non seulement une question d'accès aux droits, au marché du travail ou au logement, mais aussi d'appartenance, de reconnaissance, de lien moral et de participation à la culture et à la vie publique. Les discours

---

<sup>1</sup> Les concepts pour la mise en œuvre de la « Participation culturelle » sont disponibles sur le site de l'OFC: <https://www.bak.admin.ch/bak/fr/home/sprachen-und-gesellschaft/participation-culturelle.html>

publics sur le « Nous et les autres » nuisent à cet aspect important de l'intégration. Ils peuvent conduire à une exclusion de la population étrangère et compliquer la participation sociale ou les efforts d'intégration. Ils peuvent aussi renforcer les stéréotypes et conduire à l'isolement des « Autres » au sein de la société suisse.

La CFM a pour mission de traiter des questions sociales, économiques, culturelles, politiques, démographiques et juridiques liées aux migrations. Cela inclut également la participation à la vie publique (art. 53 al. 2 LEI) et l'accès à la culture (art. 54f LEI). En accord avec ses partenaires publics, la CFM a décidé d'utiliser ses ressources et ses compétences dans le domaine de l'encouragement spécifique de l'intégration, afin de renforcer durablement la participation culturelle dans une société suisse polyphonique.<sup>2</sup> Le Programme « Nouveau Nous » combine ainsi les mesures prises dans les domaines de l'encouragement de projets, du développement des compétences, du débat public et de l'échange institutionnel. Pour se faire, la CFM est en contact avec les acteurs concernés et met en place des passerelles à l'interface entre la politique culturelle et la politique d'intégration. Le programme répond au besoin d'agir et poursuit les objectifs ci-après :

- Pratique : les projets modèles dans le domaine de la participation culturelle dans la société de migration doivent être renforcés durablement. Alors que, conformément à leur mandat légal, la politique et l'encouragement culturels se concentrent actuellement davantage sur la création culturelle professionnelle, une approche orientée vers la politique d'intégration peut encourager des approches participatives et communautaires.
- Développement des compétences et débat public : les approches de la participation culturelle dans la société de migration ainsi que les débats, les images et les histoires d'un « Nouveau Nous » doivent être ancrés et discutés entre les responsables de projets, les partenaires institutionnels et le public intéressé. Des rencontres seront organisées à l'intention des responsables de projets. Ils pourront y échanger leurs expériences, développer de nouvelles compétences méthodiques et techniques, et recevront un soutien quant à la documentation de leurs projets.
- Échange institutionnel : de par leur caractère interdisciplinaire, les projets à l'interface entre l'intégration et la participation culturelle se retrouvent trop souvent « entre deux chaises » en matière d'encouragement. À moyen terme, il s'agira d'établir une coordination plus étroite entre la politique culturelle et la politique d'intégration.

A moyen terme, la combinaison de ces mesures doit permettre de renforcer une culture publique polyphonique.

Vous trouverez d'autres suggestions de la CFM concernant l'interface entre politique d'intégration et politique culturelle dans sa [prise de position sur le message culture 2021-2024](#).

---

<sup>2</sup> Lignes directrices générales de la CFM en matière de programmes et de projets d'importance nationale: <https://www.ekm.admin.ch/ekm/fr/home/projekte/ueberblick.html>

## **Les groupes cibles : société d'accueil et auto-représentation des « personnes issues de la migration »**

Les processus participatifs et culturels qui renforcent la cohabitation de personnes issues ou non de la migration sont au cœur du Programme « Nouveau Nous ». Le groupe cible du programme est constitué par l'ensemble de la population des villes, des agglomérations et des régions rurales. Deux spécifications sont nécessaires.

1) Population issue de la migration : en matière de politique d'intégration, l'objectif du Programme met un accent particulier sur la participation de personnes issues de la migration. La plupart des personnes issues de la migration, notamment les résidents de longue date et les membres de la deuxième et troisième génération, mais aussi les réfugiés reconnus, les étrangers admis à titre provisoire et les sans-papiers, vivent en Suisse depuis longtemps et aimeraient se sentir comme des citoyens. Cependant, les structures médiatiques, culturelles et politiques font que l'on écrit, rapporte et raconte davantage « sur » les personnes issues de la migration, en les considérant notamment comme un problème, plutôt qu'« avec » ou « par » elles. Bien que leurs histoires, leurs expériences et leurs réalités façonnent effectivement la Suisse, elles sont peu connues et doivent être davantage représentées et négociées au sein de la société.

On entend souvent l'argument selon lequel la qualification « issu de la migration » serait en elle-même stigmatisante et ne devrait pas être utilisée. Le fait est cependant qu'en raison de leur statut, de leur nom ou de leur couleur de peau, les personnes que l'on désigne comme « issues de la migration » sont discriminées. D'un point de vue statistique, elles n'ont pas le même accès à de nombreux domaines comme l'éducation, les médias, le marché du travail, le logement, la santé mais aussi la culture. L'expression « issu de la migration » a été introduite pour désigner cette discrimination continue ainsi que les univers spécifiques des personnes dont au moins un des parents est né à l'étranger (selon la définition de l'OCDE). Contrairement au terme juridique « étranger », elle ne se réfère pas uniquement à la nationalité. Elle est ainsi en mesure de représenter l'exclusion, les univers transnationaux et les appartenances multiples, qui sont une réalité pour de nombreux migrants naturalisés et pour leurs descendants.

Aussi longtemps que la catégorie complexe « issu de la migration » reproduira une inégalité des chances, il est important, du point de vue de la CFM, d'identifier la discrimination et de renforcer activement la participation culturelle de ce groupe de population.

2) Société d'accueil : le changement social lié à la diversité croissante génère une source d'inquiétude et d'insécurité pour beaucoup de personnes issues de la société d'accueil suisse, en particulier dans les régions rurales. Cette situation peut conduire à l'isolement des concitoyens perçus comme « autres ». Le Programme s'adresse spécifiquement à ces groupes de population et à ces espaces et propose une discussion sur la diversité quotidienne dans la société suisse de migration.

## À lire

- Aikins, Joshua Kwesi, Daniel Gyamerah (2016): Handlungsoptionen zur Diversifizierung des Berliner Kultursektors. Citizens for Europe, Berlin.
- Al-Mafaalani, Aladin (2018): Das Integrations-Paradox. Warum gelungene Integration zu mehr Konflikt führt. Kiepenhauer & Witsch.
- Conseil Fédérale (2014): Message concernant l'encouragement de la culture pour la période 2016 à 2020. Berne, Confédération suisse.
- Commission fédérale des migrations CFM (2019) : Réponse de la commission fédérale des migrations CFM à la procédure de consultation sur le message pour la promotion de la culture pour les années 2021-2024 (message culture) Berne : Confédération suisse.  
<https://www.ekm.admin.ch/ekm/fr/home/aktuell/stellungnahmen/2019/2019-09-19.html>
- Dialogue culturel national (éd.) (2019) : Manuel Participation culturelle. Zurich : Seismo.  
<https://www.bak.admin.ch/bak/fr/home/sprachen-und-gesellschaft/participation-culturelle/grundlagen.html>
- Hörning, Karl und Rainer Winter (Hrsg.) (1999): Widerspenstige Kulturen. Cultural Studies als Herausforderung. Frankfurt a. M.: Suhrkamp.
- Jain, Rohit (2019): Die kulturelle Arbeit an einem neuen Wir. Teilhabe und Ausschluss in der postmigrantischen Schweiz. In: Nationaler Kulturdialog (Hrsg.): Handbuch Kulturelle Teilhabe. Zürich, Seismo. <https://www.bak.admin.ch/bak/fr/home/sprachen-und-gesellschaft/participation-culturelle/grundlagen.html>
- Lang, Siglinde (2015): Partizipatives Kulturmanagement. Interdisziplinäre Verhandlungen zwischen Kunst, Kultur und Öffentlichkeit. Bielefeld, transcript.
- Liepsch, Elisa, Julian Warner und Matthias Pees (Hrsg.) (2018): Allianzen. Kritische Praxis an weißen Institutionen. Bielefeld, transcript.
- Médiation Culturelle Suisse (2015): Rapport « Renforcement a participation culturelle en Suisse ». Berne: Office fédérale de la culture. <https://www.bak.admin.ch/bak/fr/home/sprachen-und-gesellschaft/participation-culturelle/grundlagen.html>
- Mörsch, Carmen (2011): Über Zugang hinaus. Nachträgliche einführende Gedanken zur Arbeitstagung «Kunstvermittlung in der Migrationsgesellschaft». In: Institut für Auslandsbeziehungen (Hrsg.): Kunstvermittlung in der Migrationsgesellschaft. Reflexionen einer Arbeitstagung. Berlin/Stuttgart: Institut für Auslandsbeziehungen.
- OECD (2018) : Settling In 2018. Indicators of Immigrant indicators. 2018.  
[www.oecd.org/publications/indicators-of-immigrant-integration-2018-9789264307216-en.htm](http://www.oecd.org/publications/indicators-of-immigrant-integration-2018-9789264307216-en.htm)
- Pilic, Ivana und Anne Wiederhold (2015): Kunstpraxis in der Migrationsgesellschaft – Transkulturelle Handlungsstrategien am Beispiel der Brunnenpassage Wien. Bielefeld: transcript.
- Terkessidis, Mark (2010): Interkultur. Frankfurt a.M.: Suhrkamp.

*Nous œuvrons actuellement à compléter la littérature technique appropriée en français et en italien. Merci pour vos observations.*